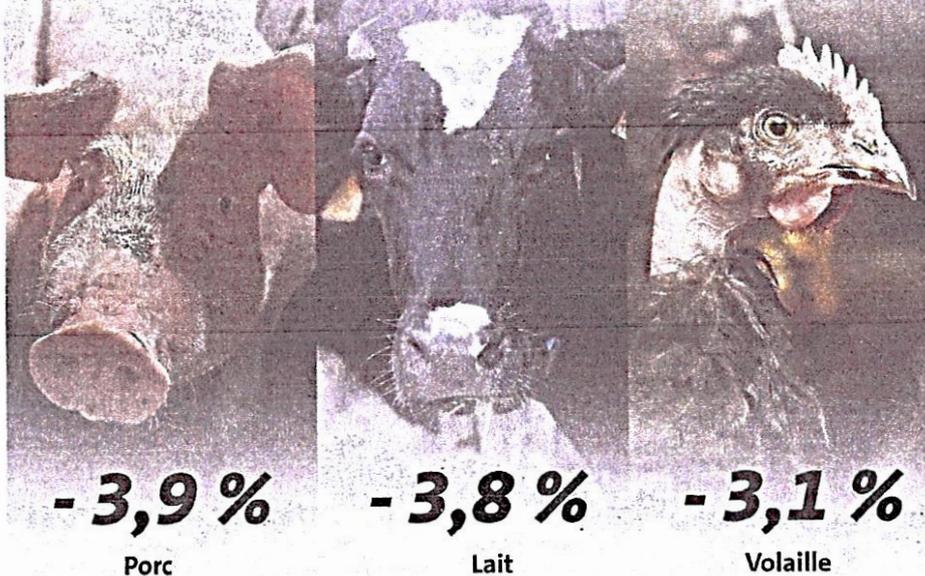


ÉCONOMIE

Agriculture bretonne : baisse de la production en 2023

par rapport à 2022



Photos : Le Télégramme/Lionel Le Saux, François Destoc, Nicolas Créach - Source : Chambre d'agriculture de Bretagne

Les productions agricoles bretonnes toujours en baisse

La hausse des prix agricoles n'y change rien. En 2023, les productions agricoles ont continué de dévisser en Bretagne. La faute au manque de visibilité dont témoigne la grogne des campagnes.

Jean Le Borgne

● Baromètre de l'agriculture bretonne, le marché de l'alimentation animale a dévisé de 4,3 %, en 2023. Un record depuis huit ans, alors que l'ensemble des cheptels bretons - vaches laitières et porcs en tête, mais aussi volaille, viande bovine et œuf après une année de croissance -

grogne de la profession, « d'un ras-le-bol », selon André Sergent, le président de la chambre d'agriculture de Bretagne.

200 millions de litres de lait en moins

En l'espace d'un an, la Bretagne a réduit sa production laitière de près de 200 millions de litres. Une situation tempérée par la hausse du taux de matière grasse du lait et une stabilisation de la collecte depuis le début de l'année. Au-delà du simple constat partagé par l'ensemble des productions - y compris le légume frais, confronté à un déficit de main-d'œuvre, et le légume industrie, aux aléas climatiques -, tout indique une poursuite de la décapitalisation, alors que les producteurs s'opposent à leurs collecteurs (Savencia, Lactalis et Even) sur la question des prix, malgré une reprise de la consommation.

La faute, pour André Sergent, au non-respect des lois EGalim. Si le prix de l'alimentation animale a baissé l'an

Trop d'incertitudes

Ce poids des charges, dans un contexte où les prix agricoles n'ont pas suffisamment progressé, explique la difficulté des agriculteurs bretons à se projeter. Malgré un cours moyen élevé, la production de porcs a ainsi baissé de 3,9 % en Bretagne, celle de volailles de chair, de 3,2 %. Le poulet standard breton est, lui, confronté à la déstabilisation du marché européen par les importations ukrainiennes. André Sergent craint, dans ces conditions, les conséquences de l'application de la directive IED sur la réduction des émissions de méthane et d'ammoniac pour les petits éleveurs. « Un grand nombre ne devrait pas pouvoir suivre », estime-t-il, alors qu'un seul départ à la retraite sur deux fait l'objet d'une installation.

Dans ce contexte doublé d'une baisse de la consommation liée à l'inflation, l'industrie agroalimentaire est à la peine : la courbe de l'emploi du secteur s'est inversée après plusieurs années de crois-